

4. Uitdeling van de goederen die tot een openbare eigenaar behoren - 4.1. en 4.2. toevoegen	
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 10, § 4
4.1.3. Variatie van het subcriterium	Aantal toegekende punten
Percentage van het aantal hectaren van goederen van de laagste openbare eigenaar	4
Percentage van het aantal hectaren van goederen van de hoogste openbare eigenaar	0
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 10, § 5
4.2. Rekening houdend met de oppervlakte van het toe te kennen goed	
Variatie van het subcriterium	Aantal toegekende punten
Percentage van het aantal goederen van de laagste openbare eigenaar	8
Percentage van het aantal goederen van de hoogste openbare eigenaar	0
Tussentijdse situatie	In weging te nemen volgens artikel 10, § 6

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2019 tot vastlegging van de modaliteiten voor het verpachten van de landeigendommen van openbare eigenaars.

Namen, 20 juni 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/15079]

20 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 précisant les modalités de fixation des superficies minimales et maximales de rentabilité

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code civil, Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 3 : Des règles particulières aux baux à ferme, l'article 12, modifié par la loi du 7 juillet 1988, par la loi du 3 mai 2003, l'article 12, § 7, alinéas 3 et 7, remplacé par le décret du 2 mai 2019 ;

Vu le décret du 2 mai 2019 modifiant diverses législations en matière de bail à ferme, l'article 55, alinéa 2, 1° ;

Vu le rapport du 14 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, en date du 21 février 2019 ;

Vu l'avis n° 66.129/2 du Conseil d'État, donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° la Direction générale Statistique : la Direction générale Statistique du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie ;

2° l'orientation technico-économique principale : la classification des exploitations agricoles définie en fonction de l'importance relative des différentes productions de ces exploitations dans la production brute standard totale ;

3° la région agricole : la région agricole définie conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2016 définissant les régions agricoles présentes sur le territoire de la Région wallonne ;

4° la région agricole provinciale : la zone d'une région agricole qui fait partie d'une même province ;

5° le revenu comparable : le salaire annuel brut moyen, en ce compris un treizième mois et un double pécule de vacances, pour un employé à temps-plein ;

6° le revenu du travail par hectare : le résultat économique de l'exploitation, après avoir couvert l'ensemble des charges réelles et des charges calculées sur les capitaux en propriété engagés par l'exploitant, à l'exception des salaires, rapporté à la superficie de l'exploitation ;

7° le Service : la Direction de l'Analyse Économique du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

8° la superficie agricole utilisée : la superficie consacrée à la production agricole reprenant la superficie cadastrale de l'exploitation dont on déduit la superficie des bâtiments, des cours, des chemins et des terres vaines ;

9° l'unité de travail : une personne prestant 1.800 heures de travail par année dans une exploitation agricole.

Art. 2. § 1^{er}. Les superficies minimales de rentabilité sont déterminées sur base du revenu comparable moyen et du revenu du travail moyen exprimé par hectare.

§ 2. Le revenu comparable moyen est défini à partir des données de l'enquête sur la structure et la répartition des salaires dans des entreprises occupant au moins dix personnes, tous secteurs confondus, à l'exception de l'agriculture, de la pêche, des administrations publiques, de l'enseignement, des soins de santé et des autres services rendus aux personnes, menée par la Direction générale Statistique.

Le revenu comparable moyen est égal à la moyenne des revenus comparables des cinq années précédant l'année qui précède celle au cours de laquelle les superficies minimales et maximales de rentabilité sont fixées.

Les revenus comparables de chaque année sont calculés sur base des salaires mensuels bruts moyens de l'année prise en compte pour le calcul, auxquels ont été ajoutés un treizième mois et un double pécule de vacances.

§ 3. Le revenu du travail moyen par hectare est calculé pour chaque orientation technico-économique principale retenue sur l'ensemble du territoire wallon.

Les orientations technico-économiques principales retenues sont déterminées à partir de l'enquête agricole générale menée par la Direction générale Statistique. Il s'agit de toutes les orientations technico-économiques principales dont le nombre d'exploitations agricoles représente au moins dix pourcents du nombre total d'exploitations agricoles.

Le revenu du travail moyen par hectare est défini à partir des données économiques des exploitations du réseau de comptabilité agricole du Service, sur base d'un échantillon sur les cinq années précédant l'année qui précède celle au cours de laquelle les superficies minimales et maximales de rentabilité sont fixées. Seules les exploitations ayant un revenu du travail supérieur ou égal au revenu comparable sont prises en compte pour la suite du calcul.

Le revenu du travail moyen par hectare de chaque région agricole provinciale est égal à la moyenne pondérée des revenus moyens du travail par hectare de chaque orientation technico-économique principale retenue, en fonction du nombre d'exploitations présentes dans la région agricole provinciale.

§ 4. La superficie minimale de rentabilité de chaque région agricole provinciale est le rapport entre le nombre moyen d'unités de travail par exploitation multiplié par le revenu moyen comparable et le revenu du travail moyen par hectare de la région agricole provinciale concernée.

Art. 3. § 1^{er}. Les superficies maximales de rentabilité sont déterminées sur base des superficies minimales de rentabilité établies à l'article 2 et d'un facteur multiplicateur.

§ 2. Le facteur multiplicateur mentionné au paragraphe 1^{er} est défini sur base du revenu du travail par hectare et par unité de travail, déterminé à partir des données économiques des exploitations du réseau de comptabilité agricole du Service, sur base d'un échantillon constant et dont les individus sont présents sur toute la période. Ce calcul est réalisé sur les cinq années précédant l'année qui précède celle au cours de laquelle les superficies minimales et maximales de rentabilité sont fixées. Seules les exploitations ayant un revenu du travail par hectare et par unité de travail supérieur ou égal au revenu d'intégration converti sont prises en compte pour la suite du calcul.

Le revenu d'intégration converti, mentionné à l'alinéa 1^{er}, est calculé en divisant la moyenne des revenus d'intégration, tels que visés par l'article 14 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, des cinq années précédant l'année qui précède celle au cours de laquelle les superficies minimales et maximales de rentabilité sont fixées, par la superficie agricole utile moyenne et par le nombre moyen d'unités de travail des orientations technico-économiques principales retenues.

Le facteur multiplicateur de chaque région agricole est égal à un plus deux fois le coefficient de variation de la région agricole concernée.

Le coefficient de variation est défini, par région agricole, sur base d'une analyse statistique de la dispersion des superficies permettant à chaque unité de travail d'atteindre le revenu comparable.

La superficie, permettant à chaque unité de travail d'atteindre le revenu comparable de l'année considérée, est calculée en divisant le revenu moyen comparable établi à l'article 2, § 2, par le revenu du travail par hectare et par unité de travail visé à l'alinéa 1^{er}.

La moyenne, l'écart-type et le coefficient de variation de cette superficie sont calculés pour chaque région agricole sur base des données des exploitations de la région agricole concernée.

§ 3. La superficie maximale de rentabilité de chaque région agricole provinciale est égale au produit de la superficie minimale de rentabilité de la région agricole provinciale considérée par le facteur multiplicateur de la région agricole concernée.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions fixe, pour chaque région agricole provinciale, les superficies minimales de rentabilité et les superficies maximales de rentabilité.

Le Service publie par ailleurs les superficies maximales et minimales de rentabilité sur le portail internet de la Région wallonne.

Art. 5. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

1° l'article 12, § 7 de la section 3 (« Des règles particulières aux baux à ferme ») du livre III, titre VIII, chapitre II, du Code civil. » tel que modifié par l'article 15 du décret du 2 mai 2019 modifiant diverses législations en matière de bail à ferme ;

2° le présent arrêté.

Art. 6. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/15079]

20. JUNI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019 über die Modalitäten zur Festlegung der minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zivilgesetzbuches, Buch III, Titel VIII, Kapitel II, Abschnitt 3: Besondere Regeln über die Landpachtverträge, Artikel 12, abgeändert durch das Gesetz vom 7. Juli 1988, durch das Gesetz vom 3. Mai 2003, Artikel 12 § 7 Absätze 3 und 7, ersetzt durch das Dekret vom 2. Mai 2019;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Mai 2019 zur Abänderung verschiedener Rechtsvorschriften über den Landpachtvertrag, Artikel 55 Absatz 2 Ziffer 1;

Aufgrund des Berichts vom 14. Februar 2019, der in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 21. Februar 2019;

Aufgrund des am 4. Juni 2019 in Anwendung des Artikels 84, § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.129/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Generaldirektion Statistik: die Generaldirektion Statistik des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft, KMU, Mittelstand und Energie;

2° Betriebswirtschaftliche Hauptausrichtung: die Klassifizierung der landwirtschaftlichen Betriebe nach dem relativen Stellenwert der verschiedenen Produktionen dieser Betriebe in dem gesamten Brutto-Standardoutput;

3° Landwirtschaftliches Gebiet: das in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2016 zur Festlegung der landwirtschaftlichen Gebiete in der Wallonischen Region definierte landwirtschaftliche Gebiet;

4° Provinziales landwirtschaftliches Gebiet: Das Teilgebiet eines landwirtschaftlichen Gebiets, das Teil ein und derselben Provinz ist;

5° Vergleichbares Einkommen: das durchschnittliche Bruttojahresgehalt, einschließlich eines dreizehnten Monats und des doppelten Urlaubsgelds für einen Vollzeitbeschäftigten;

6° Arbeitseinkommen pro Hektar: das wirtschaftliche Ergebnis des Betriebs nach Deckung aller tatsächlichen Kosten und der Kosten, die auf dem investierten Eigenkapital des Betriebsinhabers, mit Ausnahme der Löhne, berechnet wurden, bezogen auf die Größe des Betriebs;

7° Dienststelle: die Direktion der wirtschaftlichen Agraranalyse des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

8° Landwirtschaftlich genutzte Fläche: die für die landwirtschaftliche Produktion genutzte Fläche unter Zugrundelegung der Katasterfläche des Betriebs, von der die Fläche der Gebäude, Höfe, Wege und der unbewirtschafteten Ländereien abgezogen wird;

9° Arbeitseinheit: eine Person, die 1.800 Stunden pro Jahr auf einem landwirtschaftlichen Betrieb arbeitet.

Art. 2 - § 1. Die minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen werden auf der Grundlage des durchschnittlichen vergleichbaren Einkommens und des durchschnittlichen Arbeitseinkommens pro Hektar bestimmt.

§ 2. Das durchschnittliche vergleichbare Einkommen wird auf der Grundlage von Daten aus der von der Generaldirektion Statistik durchgeführten Erhebung über die Struktur und Verteilung der Löhne in Unternehmen mit mindestens zehn Beschäftigten in allen Sektoren zusammengekommen, mit Ausnahme der Landwirtschaft, Fischerei, öffentlichen Verwaltung, Unterrichtswesen, Gesundheitspflege und anderen Dienstleistungen für Personen.

Das durchschnittliche vergleichbare Einkommen entspricht dem Durchschnitt der vergleichbaren Einkommen der fünf Jahre vor dem Jahr, das dem Jahr vorausgeht, in dem die minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen festgelegt werden.

Die vergleichbaren Einkommen für jedes Jahr werden auf der Grundlage der bei der Berechnung berücksichtigten durchschnittlichen monatlichen Bruttolöhne des Jahres berechnet, die um einen dreizehnten Monat und ein doppeltes Urlaubsgeld erhöht wurden.

§ 3. Das durchschnittliche Arbeitseinkommen pro Hektar wird für jede betriebswirtschaftliche Hauptausrichtung berechnet, die im gesamten wallonischen Gebiet berücksichtigt wird.

Die betriebswirtschaftlichen Hauptausrichtungen werden auf der Grundlage der von der Generaldirektion Statistik durchgeführten allgemeinen landwirtschaftlichen Erhebung festgelegt. Dabei handelt es sich um alle betriebswirtschaftlichen Hauptausrichtungen, deren Zahl der landwirtschaftlichen Betriebe mindestens zehn Prozent der Gesamtzahl der landwirtschaftlichen Betriebe ausmacht.

Das durchschnittliche Arbeitseinkommen pro Hektar wird auf der Grundlage der Wirtschaftsdaten der Betriebe im landwirtschaftlichen Buchhaltungsnetz der Dienststelle definiert, und zwar auf der Grundlage einer Stichprobe aus den fünf Jahren, die dem Jahr vorausgehen, das dem Jahr vorausgeht, in dem die minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen festgelegt werden. Nur Betriebe mit einem Arbeitseinkommen, das größer oder gleich oder gleich ist als das vergleichbare Einkommen, werden bei der weiteren Berechnung berücksichtigt.

Das durchschnittliche Arbeitseinkommen pro Hektar jedes provinziellen landwirtschaftlichen Gebiets entspricht dem gewichteten Durchschnitt des durchschnittlichen Arbeitseinkommens pro Hektar jeder berücksichtigten betriebswirtschaftlichen Hauptausrichtung, basierend auf der Anzahl der in dem provinziellen landwirtschaftlichen Gebiet vorhandenen Betriebe.

§ 4. Die minimale Rentabilitätsfläche jedes provinziellen landwirtschaftlichen Gebiets ist das Verhältnis zwischen der durchschnittlichen Anzahl von Arbeitseinheiten pro Betrieb multipliziert mit dem vergleichbaren Durchschnittseinkommen und dem durchschnittlichen Arbeitseinkommen pro Hektar des betreffenden provinziellen landwirtschaftlichen Gebiets.

Art. 3 - § 1. Die maximalen Rentabilitätsflächen werden auf der Grundlage der in Artikel 2 festgelegten minimalen Rentabilitätsflächen und eines Multiplikationsfaktors festgelegt.

§ 2. Der in Paragraph 1 genannte Multiplikationsfaktor wird auf der Grundlage des Arbeitseinkommens pro Hektar und pro Arbeitseinheit definiert, das auf der Grundlage der Wirtschaftsdaten der Betriebe im landwirtschaftlichen Buchhaltungsnetz der Dienststelle bestimmt wird, auf der Grundlage einer konstanten Stichprobe und deren Personen über den gesamten Zeitraum anwesend sind. Diese Berechnung wird für die fünf Jahre durchgeführt, die dem Jahr vorausgehen, das dem Jahr vorausgeht, in dem die minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen festgelegt werden. Nur Betriebe mit einem Arbeitseinkommen pro Hektar und pro Arbeitseinheit, das größer oder gleich oder gleich ist als das umgerechnete Eingliederungseinkommen, werden bei der weiteren Berechnung berücksichtigt.

Das in Absatz 1 genannte umgerechnete Eingliederungseinkommen wird berechnet, indem der Durchschnitt der Eingliederungseinkommen gemäß Artikel 14 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung der fünf Jahre vor dem Jahr, das dem Jahr vorausgeht, in dem die minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen festgelegt werden, durch die durchschnittliche landwirtschaftliche Nutzfläche und durch die durchschnittliche Anzahl der Arbeitseinheiten der wichtigsten betriebswirtschaftlichen Hauptausrichtungen geteilt wird.

Der Multiplikationsfaktor für jedes landwirtschaftliche Gebiet beträgt Eins, erhöht um das Zweifache des Variationskoeffizienten des betreffenden landwirtschaftlichen Gebietes.

Der Variationskoeffizient wird nach landwirtschaftlichen Regionen auf der Grundlage einer statistischen Analyse der Flächenverteilung definiert, die es jeder Arbeitseinheit ermöglicht, ein vergleichbares Einkommen zu erzielen.

Die Fläche, die es jeder Arbeitseinheit ermöglicht, das vergleichbare Einkommen für das betreffende Jahr zu erzielen, wird berechnet, indem das in Artikel 2 § 2 festgelegte vergleichbare Durchschnittseinkommen durch das Arbeitseinkommen pro Hektar und pro Arbeitseinheit gemäß Absatz 1 geteilt wird.

Der Durchschnitt, die Standardabweichung und der Variationskoeffizient dieser Fläche werden für jedes landwirtschaftliche Gebiet auf der Grundlage von Daten der Betriebe in dem betreffenden landwirtschaftlichen Gebiet berechnet.

§ 3. Die maximale Rentabilitätsfläche jedes provinziellen landwirtschaftlichen Gebiets ergibt sich aus dem Ergebnis der Multiplikation der minimalen Rentabilitätsfläche des betreffenden provinziellen landwirtschaftlichen Gebiets mit dem Multiplikationsfaktor des betreffenden landwirtschaftlichen Gebiets.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, bestimmt für jedes provinzielle landwirtschaftliche Gebiet die minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen.

Des Weiteren veröffentlicht die Dienststelle die maximalen und minimalen Rentabilitätsflächen auf dem Internetportal der Wallonischen Region.

Art. 5 - Am 1. Januar 2020 treten in Kraft:

1° Artikel 12 § 7 von Abschnitt 3 ("Besondere Regeln über die Landpachtverträge ") von Buch III, Titel VIII, Kapitel II des Zivilgesetzbuches in der durch Artikel 15 des Dekrets vom 2. Mai 2019 zur Abänderung verschiedener Rechtsvorschriften über den Landpachtvertrag abgeänderten Fassung;

2° der vorliegende Erlass.

Art. 6 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und
Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/15079]

20 JUNI 2019. — Besluit van de Waalse regering van 20 juni 2019 tot vaststelling van de modaliteiten voor de vastlegging van de minimale en maximale rentabiliteitsoppervlakten

De Waalse Regering,

Gelet op het Burgerlijk Wetboek, Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 3: Regels betreffende de pacht in het bijzonder, artikel 12, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1988, bij de wet van 3 mei 2003, artikel 12, § 7, lid 3 en 7, vervangen bij het decreet van 2 mei 2019;

Gelet op het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van verschillende wetgevingen inzake pacht, artikel 55, tweede lid, 1°;

Gelet op het rapport van 14 februari 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 21 februari 2019;

Gelet op advies nr. 66.129/2 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Algemene Directie Statistiek: de Algemene Directie Statistiek van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

2° de voornaamste technische en economische oriëntatie: de classificatie van de landbouwbedrijven, gedefinieerd naar gelang van het relatieve belang van de verschillende producties van deze bedrijven in de totale brutostandaard-productie;

3° de landbouwstreek: de landbouwstreek omschreven overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2016 tot bepaling van de landbouwstreken die op het grondgebied van het Waalse Gewest aanwezig zijn

4° de provinciale landbouwstreek: het gebied van een landbouwstreek die deel uitmaakt van éénzelfde provincie;

5° het vergelijkbaar inkomen: het gemiddelde bruto jaarsalaris, met inbegrip van een dertiende maand en een dubbel vakantiegeld, voor een voltijdse werknemer;

6° inkomen uit arbeid per hectare: het economisch resultaat van het bedrijf, na dekking van alle werkelijke lasten en lasten, berekend op basis van het eigen vermogen dat door de exploitant is toegezegd, met uitzondering van de lonen, in verhouding tot de omvang van het bedrijf

7° de Dienst: de Directie Landbouwkundige Economische Analyse van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

8° de gebruikte landbouwoppervlakte: de voor de landbouwproductie gebruikte oppervlakte, rekening houdend met de kadastrale oppervlakte van het bedrijf, verminderd met de oppervlakte van gebouwen, binnenplaatsen, wegen en braakliggende grond;

9° de arbeidseenheid: een persoon die 1.800 werkuren per jaar presteert in een landbouwbedrijf.

Art. 2. § 1. De minimale rentabiliteitsoppervlakten worden bepaald op basis van het gemiddelde vergelijkbare inkomen en het gemiddelde arbeidsinkomen per hectare

§ 2. Het gemiddeld vergelijkbaar inkomen wordt bepaald op basis van de gegevens uit het onderzoek van de Algemene Directie Statistiek over de structuur en de spreiding van de lonen in ondernemingen met ten minste tien werknemers, alle sectoren samen, met uitzondering van landbouw, visserij, openbaar bestuur, onderwijs, gezondheidszorg en andere aan personen verleende diensten.

Het gemiddelde vergelijkbare inkomen is gelijk aan het gemiddelde van de vergelijkbare inkomsten in de vijf jaren voorafgaand aan het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de minimale en maximale rentabiliteitsoppervlakten zijn vastgesteld.

De vergelijkbare inkomsten voor elk jaar worden berekend op basis van de gemiddelde brutomaandsalarissen van het jaar dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening, vermeerderd met een dertiende maand en een dubbele vakantietoelage.

§ 3. Het gemiddelde arbeidsinkomen per hectare wordt berekend voor elke voornaamste technische en economische oriëntatie die op het hele Waalse grondgebied wordt gebruikt.

De voornaamste technische en economische oriëntaties die zijn aangenomen, zijn vastgesteld op basis van het algemeen landbouwonderzoek van de Algemene Directie Statistiek. Dit zijn al de voornaamste technische en economische oriëntaties waarvan het aantal landbouwbedrijven ten minste tien procent van het totale aantal landbouwbedrijven uitmaakt.

Het gemiddelde inkomen uit arbeid per hectare wordt vastgesteld op basis van de economische gegevens van de bedrijven van het agrarisch boekhoudingsnetwerk van de Dienst, op basis van een steekproef over de vijf jaren voorafgaand aan het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de minimale en maximale rentabiliteitsoppervlakten zijn vastgesteld. Alleen bedrijven met een inkomen uit arbeid hoger of gelijk aan het vergelijkbare inkomen worden voor de rest van de berekening in aanmerking genomen.

Het gemiddelde arbeidsinkomen per hectare van elke provinciale landbouwstreek is gelijk aan het gewogen gemiddelde van het gemiddelde arbeidsinkomen per hectare van elk van de voornaamste technische en economische oriëntaties die zijn aangenomen, in functie van het aantal landbouwbedrijven die aanwezig zijn in de provinciale landbouwstreek.

§ 4. De minimale rentabiliteitsoppervlakte van elke provinciale landbouwstreek is de verhouding tussen het gemiddelde aantal arbeidseenheden per bedrijf vermenigvuldigd met het vergelijkbare gemiddelde inkomen en het gemiddelde inkomen uit arbeid per hectare in de betrokken provinciale landbouwstreek.

Art. 3. § 1. De maximale rentabiliteitsoppervlakten worden bepaald op basis van de minimale rentabiliteitsoppervlakten vastgesteld in artikel 2 en een vermenigvuldigingsfactor.

§ 2. De in lid 1 bedoelde vermenigvuldigingsfactor wordt vastgesteld op basis van het inkomen uit arbeid per hectare en per arbeidseenheid, dat wordt bepaald op basis van de economische gegevens van de bedrijven van het agrarisch boekhoudingsnetwerk van de Dienst, op basis van een constante steekproef en waarvan de personen gedurende de gehele periode aanwezig zijn. Deze berekening wordt uitgevoerd over de vijf jaren voorafgaand aan het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de minimale en maximale rentabiliteitsoppervlakten zijn vastgesteld. Alleen bedrijven met een arbeidsinkomen per hectare en per arbeidseenheid dat hoger of gelijk is aan het omgerekende leefloon worden voor de rest van de berekening in aanmerking genomen.

Het in het eerste lid bedoelde omgezette leefloon wordt berekend door het gemiddelde leefloon als bedoeld in artikel 14 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie van de vijf jaren voorafgaand aan het jaar waarin de minimale en maximale rentabiliteitsoppervlakten zijn vastgesteld, te delen door de gemiddelde nuttige landbouwoppervlakte en door het gemiddelde aantal arbeidseenheden van de voornaamste vastgestelde technische en economische oriëntaties.

De vermenigvuldigingsfactor voor elke landbouwstreek is gelijk aan één plus twee keer de variatiecoëfficiënt van de betrokken landbouwstreek.

De variatiecoëfficiënt wordt per landbouwstreek vastgesteld op basis van een statistische analyse van de spreiding van de oppervlakten, waardoor elke arbeidseenheid een vergelijkbaar inkomen kan bereiken.

De oppervlakte die elke arbeidseenheid in staat stelt het vergelijkbare inkomen voor het betrokken jaar te bereiken, wordt berekend door het in artikel 2, § 2 vastgestelde vergelijkbare gemiddelde inkomen te delen door het inkomen uit arbeid per hectare en per arbeidseenheid als bedoeld in het eerste lid.

Het gemiddelde, de standaardafwijking en de variatiecoëfficiënt van deze oppervlakte worden voor elke landbouwstreek berekend op basis van de gegevens van de bedrijven in de betrokken landbouwstreek.

§ 3. De maximale rentabiliteitsoppervlakte van elke provinciale landbouwstreek is gelijk aan het product van de minimale rentabiliteitsoppervlakte van de provinciale landbouwstreek die in aanmerking wordt genomen door de vermenigvuldigingsfactor van de betrokken landbouwstreek.

Art. 4. De Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt, voor elke provinciale landbouwstreek, de minimale landbouwoppervlakte en de maximale landbouwoppervlakte.

De Dienst publiceert overigens de maximale en de minimale rentabiliteitsoppervlakten op het internetportaal van het Waalse Gewest.

Art. 5. Treden in werking op 1 januari 2020 :

1° artikel 12, § 7 van afdeling 3 ("Regels betreffende de pacht in het bijzonder") van Boek III, titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek." Zoals gewijzigd bij artikel 15 van het decreet van 2 mei 2019 tot wijziging van verschillende wetgevingen inzake pacht;

2° dit besluit.

Art. 6. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juni 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/15080]

20 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les officiers instrumentant et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.54, alinéa 1^{er}, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.58, alinéa 1^{er}, et D.357, § 1^{er} et 3, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018 et modifié par le décret du 2 mai 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les officiers instrumentant et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture ;

Vu le rapport du 29 janvier 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 85/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 3 avril 2019 ;

Vu l'avis n° 66.120/4 du Conseil d'État, donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les officiers instrumentant et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture, les mots « , les baux à ferme, les états des lieux à annexer à un bail à ferme » sont insérés entre les mots « en pleine propriété » et les mots « et les apports ».

Art. 2. À l'article 4, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou lorsqu'un bail à ferme est conclu dans un acte sous seing privé ou un état des lieux est annexé à un acte sous seing privé, pour la partie la plus diligente, » sont insérés entre les mots « Pour les autres officiers instrumentant, » et les mots « la notification visée à l'article 3 est réalisée » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « par l'officier instrumentant » sont abrogés.

Art. 3. L'article 11 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque les données à caractère personnel sont relatives à la notification d'un bail à ferme ou d'un état des lieux, ces données sont conservées par le Service pour une durée maximale de dix ans à partir de l'expiration du bail. ».